Ordonnance sur les mesures de prévention des infractions liées à la prostitution

Avant-projet du 17.6.2015

du ...

Le Conseil fédéral suisse,
vu l'art. 386, al. 4, du code pénal¹,

arrête:

Section 1 Objet

Art. 1

La présente ordonnance règle l'octroi par la Confédération d'aides financières pour des mesures mises en œuvre en Suisse par des organisations de droit privé ou public dont le siège se trouve en Suisse en vue de protéger les personnes exerçant la prostitution contre des infractions (mesures de prévention).

Section 2 Mesures de prévention

Art. 2 Objectifs

Les mesures de prévention contribuent à protéger les personnes exerçant la prostitution contre les infractions liées à leur profession, et plus précisément contre:

- a. toute forme d'usage de la contrainte et de la violence;
- b. toute forme d'usure ou d'abus de détresse;
- c. la propagation de maladies dangereuses et transmissibles.

Art. 3 Types et but

¹ Les mesures de prévention sont des programmes, des activités régulières ou des projets.

² On entend par:

RO 2015

¹ RS 311.0

- a. *programme*: diverses activités limitées dans le temps, coordonnées entre elles et visant un objectif global commun;
- b. *activité régulière*: le domaine des tâches permanent d'une organisation visant la pérennité ou le développement de ce domaine;
- c. *projet*: une entreprise unique qui consiste en plusieurs domaines d'activités et qui vise à atteindre un objectif défini en respectant des contraintes en termes de temps, de ressources et de qualité.

³ Les mesures servent à sensibiliser, informer et transmettre des connaissances ou sont utilisées à des fins de conseil et de recherche.

Section 3 Aides financières

Art. 4 Principe

¹ La Confédération peut octroyer des aides sans dépasser les crédits annuels approuvés.

² Nul ne peut se prévaloir d'un droit à des prestations financières.

³ Si les aides financières demandées excèdent les ressources disponibles, l'Office fédéral de la police (fedpol) établit, conformément à l'art. 13, al. 2, de la loi du 5 octobre 1990 sur les subventions (LSu)², un ordre de priorité pour l'appréciation des demandes.

Art. 5 Conditions matérielles d'octroi

¹ Des aides financières sont octroyées pour des mesures de prévention qui:

- a. ont un impact et un effet multiplicateur aussi larges que possible;
- b. visent le long terme et la durabilité; et
- c. prévoient une évaluation interne ou externe, adaptée à l'ampleur du projet, de la réalisation et de l'impact de ces mesures, avec indication d'objectifs intermédiaires et finaux vérifiables.

² Une mesure peut être soutenue en principe deux à trois fois.

³ Ne sont pas financées les mesures qui

- a. sont consacrées à des activités politiques et de lobbying;
- b. relèvent clairement du domaine des tâches d'une autorité étatique existante;
- c. nécessiteraient un engagement financier à long terme de la Confédération.

² RS 616.1

Art. 6 Taux maximal

Les aides financières destinées aux mesures de prévention couvrent au maximum 50 % des dépenses imputables de chaque mesure. Sont imputables les dépenses directement liées à la préparation et à la mise en œuvre de la mesure.

Art. 7 Calcul

Les aides financières destinées aux mesures de prévention sont calculées sur la base des éléments suivants:

- a. le type et l'importance de la mesure;
- b. l'intérêt que la mesure présente pour la Confédération;
- c. les prestations fournies par les bénéficiaires des aides, les contributions versées en vertu d'autres actes fédéraux et les contributions de tiers.

Art. 8 Paiement

Fedpol peut verser les aides financières par tranches, en fonction de l'avancement de la mesure.

Section 4 Procédure

Art. 9 Base et forme juridique

¹ La procédure d'octroi des aides financières est régie par la LSu.

² Fedpol octroie les aides financières:

- a. par une décision au sens de l'art. 16, al. 1, LSu en vue de l'accomplissement de projets;
- b. par un contrat au sens de l'art. 16, al. 2, LSu concernant des activités régulières et des programmes.

³ La décision ou le contrat fixe notamment:

- a. le but de l'aide financière;
- b. le montant de l'aide financière;
- c. les rapports à fournir;
- d. l'assurance qualité.

⁴ Le contrat est conclu pour une durée de quatre ans au maximum, sous réserve du crédit disponible.

Art. 10 Demandes

¹ Les demandes d'aides financières sont déposées auprès de fedpol.

² Les demandes sont présentées de manière à permettre une évaluation détaillée de l'effet préventif escompté. Elles contiennent notamment:

- a. des renseignements détaillés sur le requérant;
- b. une description détaillée du projet avec indication de l'objectif visé, de la procédure prévue et des effets attendus;
- c. le calendrier relatif à la réalisation du projet;
- d. un devis détaillé.

³ Fedpol règle dans une directive les détails de la procédure de demande.

Art. 11 Examen des demandes et décision

¹ Fedpol examine les demandes et décide de l'octroi des aides financières.

² S'il juge la demande incomplète, il donne au requérant la possibilité de la compléter.

Art. 12 Conditions et obligations

L'octroi d'aides financières peut être assorti de conditions et d'obligations.

Art. 13 Divulgarion du soutien apporté par la Confédération

Le requérant est tenu de mentionner le soutien de la Confédération suisse (et de placer le logo de la Confédération) sur tous les textes et documents destinés au grand public qu'il établit dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure financée.

Section 5 Obligation d'informer et de rendre compte, évaluation

Art. 14 Obligation d'informer et de rendre compte

Le bénéficiaire d'aides financières au sens de la présente ordonnance est tenu d'informer en tout temps fedpol de l'utilisation de ces aides et d'autoriser la consultation des documents pertinents en cas de demande.

Art. 15 Evaluation

¹ Fedpol contrôle régulièrement l'adéquation et l'efficacité des aides financières octroyées.

² Il fournit régulièrement des rapports sur les résultats de l'évaluation au Département fédéral de justice et police.

³ Il peut confier l'évaluation à des spécialistes externes.

Section 6 Entrée en vigueur

Art. 16

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.